

Loin des yeux, loin du cœur : la devise de la République parisienne

Alors qu'en France hexagonale, les dotations horaires sont restées globalement stables, en Guadeloupe, tous les collèges ont vu leurs conditions d'encadrement des élèves se dégrader. Cela a conduit le Ministère à imposer au Recteur la suppression de 35 postes de titulaires dans le second degré.

Tant pis pour la jeunesse Guadeloupéenne, elle ne vote pas assez pour qu'on s'occupe d'elle.

Si la première priorité du candidat Hollande était la jeunesse, ce n'est sûrement pas à la jeunesse Guadeloupéenne qu'il pensait. La Guadeloupe n'est pas un territoire important dans les médias hexagonaux qui ne cherchent surtout pas à comprendre les problèmes de notre société. Outre-Atlantique beaucoup encore croient que le département français le plus violent en 2015 était les Bouches du Rhône.

Devant cette indifférence pour nos territoires, ce n'est pas 35 postes supprimés en Guadeloupe (autant en Martinique, les deux académies qui perdent le plus de postes malgré leur petite taille) qui vont faire vaciller une réforme dictée par Bercy.

Cette habitude de supprimer des postes avec la complicité des élites locales ne date pas d'aujourd'hui... il y a quelques années, un ministre Guadeloupéen n'avait émis aucune protestation après la suppression d'une trentaine de postes dans les collèges et les lycées.

Une décentralisation des compétences : supprimer vos propres postes.

Le **SNES-FSU Guadeloupe** prend ses responsabilités et montre les méthodes qu'utilisent les services administratifs du Rectorat et du Ministère, pour abandonner l'idée d'un service public d'éducation de qualité afin que la société Guadeloupéenne reprenne son avenir en main.

1) les effectifs

La première technique du Rectorat (celle qu'il maîtrise le plus) est la sous-évaluation du nombre d'élèves. Début janvier, les établissements scolaires sont informés des prévisions d'effectifs. Elles sont, la plupart du temps, largement en dessous de la réalité.

Prenons le cas d'un établissement en Éducation Prioritaire, selon les prévisions reçues en janvier 2016, on passe de 144 élèves en sixième cette année à 123 l'an prochain en cinquième.

Où sont passés les 19 manquants ? Personne au Rectorat ne saura le dire mais ils ne se retrouveront sûrement pas dans les établissements voisins qui subissent la même évaporation.

Pourtant, la réalité est têtue, tous les ans ces élèves réapparaissent comme par miracle à la rentrée. Ce qui a pour conséquence de surcharger les effectifs, cet établissement, étiqueté prioritaire par le Rectorat, affichait une moyenne de 30 élèves par classe en cinquième !

Grâce au mouvement de l'ensemble des acteurs liés à l'Éducation en Guadeloupe (TOUS les syndicats, ainsi que la FAPEG et la FCPE), le Rectorat a été obligé d'avouer devant le Préfet un autre moyen de supprimer des postes.

2) les indicateurs socio-économiques

Le **SNES-FSU Guadeloupe** s'en doutait depuis longtemps mais n'arrivait pas à en avoir les preuves : les responsables administratifs ne remplissent pas les indicateurs demandés par le Ministère et nient ainsi le caractère spécifique de notre académie.

Dans le dialogue entre le Rectorat et le Ministère, les 46 pages contenant les indicateurs (chômage, illettrisme, violence ...) sont vides. C'est à dire que pour le Ministère aucun problème socio-économique n'est à déplorer en Guadeloupe. De plus, le caractère archipélagique de notre académie n'est pas défendu et donc non pris en compte par le Ministère.

Si certains services du Rectorat sont à blâmer par la population Guadeloupéenne pour leur choix volontaire d'abandonner la jeunesse de notre Pays, le Ministère de l'Éducation Nationale sans aucun doute se réjouit de ses statistiques non-remplies.

3) La Réforme du collège

35 postes en moins, des moyens qui diminuent dans TOUS les collèges de Guadeloupe, lorsque les enseignants ont demandé des explications à leur chef d'établissement, ceux-ci ont répondu d'un air désolé que c'était la réforme du collège.

Vendue sur toutes les télévisions par la Ministre comme une réforme pédagogique la réforme du collège est, chez nous, la principale justification de cette de perte de moyens.

Pourquoi seulement chez nous et pas à Paris ?

Toujours pour la même raison, le Ministère doit faire passer la réforme en France donc augmente légèrement les dotations des établissements de l'hexagone. Ici, c'est la Guadeloupe, c'est la Martinique.

Trop loin pour que les collègues de France voient ce qu'est véritablement la réforme : des heures en moins pour les élèves pour des fonctionnaires en moins pour Bercy.



« Ne pas voir, ne pas entendre, ne pas parler »

Ne pas voir la souffrance de la population guadeloupéenne, **ne pas entendre** ses revendications, **ne pas parler** avec les syndicats semble être la devise éternelle des chefs de services à Paris comme aux Abymes.

Au **SNES-FSU Guadeloupe**, nous voyons, nous entendons et nous disons : il n'y a pas, parmi les responsables administratifs en Guadeloupe et au Ministère, la volonté de mettre les moyens pour la réussite de nos jeunes.

Ce sont évidemment les plus fragiles d'entre eux, subissant ces conditions, qui abandonnent en premier les études. Cela fait 10 ans qu'on agit ainsi en Guadeloupe. Ces jeunes, à l'abandon, répondent à la manière des laissés-pour-compte, la pire, faisant aujourd'hui de notre département le plus violent de France...

Mais que le Président Hollande ne s'inquiète pas pour sa réélection, les médias hexagonaux ne s'intéressent plus depuis longtemps à la Guadeloupe.

Tant pis pour notre jeunesse, les médias la désigneront coupable de toutes les violences tandis qu'elle se voit abandonnée de tous.

Quel avenir ? Quelle responsabilité ?